

## Conflits en Afrique postcoloniale : Recolonisation ou écolonisation ? *Une réflexion sur le procès-débat Mafeje/Mazui\**

### Procès-débat

Depuis le début de la décennie, parallèlement au déclenchement du processus de démocratisation, l'Afrique est en proie à des problèmes dont la gravité rappelle ceux qu'elle a connus la veille et au lendemain des indépendances. Non seulement l'Afrique connaît un marasme économique sans précédent, inconnu sous le régime colonial, mais de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, elle doit face à des conflits multiformes et d'une rare violence qui inquiètent et troublent les esprits les plus lucides.

Ainsi que le remarquait Fares (1993 :19), l'Afrique est « en ébullition » et est l'objet des plus folles inquiétudes. En 1991 déjà, Kā Mana se demandait si l'Afrique allait mourir tandis que Mbembe avait le sentiment qu'elle allait imposer.

Ali Mazrui (1995 :24-26), dans un article paru dans le *International Herald Tribune*, note que le continent « se délite » et est en « désintégration ». Il propose « une colonisation légère des régions d'Afrique en désintégration », une « auto-colonisation et quête de *Pax Africana* ». Sur le plan institutionnel, comme instrument de cette « auto-pacification », il suggère la création d'un « Conseil africain de sécurité » constitué de « cinq États régionaux clé » ou « États-clé » ou « États-clé potentiels » (Afrique du Sud, Égypte, Nigeria, Éthiopie et Zaïre, malgré les réserves qu'il formule sur ces deux derniers en raison des problèmes qu'ils affrontent actuellement) qui superviserait le continent et continent et auraient la charge « fardeau »

**André Mbata Betukumesu Mangu**  
Université de Kinshasa  
RDC (ex Zaïre)

de la « recolonisation ». Il préconise également la mise en place d'une « Force panafricaine d'urgence » une année pour toute intervention et pour le maintien de la paix, et d'un « Haut commissaire (commissariat ?) Africain pour les réfugiés en relation avec l'agence des Nations Unies pour les réfugiés ». Sa préoccupation majeure est que l'Afrique doit entreprendre sa propre colonisation en recourant à la « force bienveillante » pour sa propre pacification pour éviter qu'elle ne soit victime d'une utilisation malveillante de la force et de la colonisation par des puissances étrangères. D'après lui, « si nous pouvions entreprendre notre propre colonisation, cela vaudrait mieux qu'une colonisation par des étrangers » Mazrui 1995 : 24-26).

Comme il fallait s'y attendre dans une Afrique qui développe si bien les débats depuis l'institution du CODESRIA, les propositions de Mazrui ont suscité une vive protestation de Mafeje qui a vu dans cette « recolonisation bénigne » des « esprits malins au service de l'impérialisme » et propose par contre au lieu d'une « recolonisation, une « décolonisation du corps politique et de l'esprit » (Mafeje 1995 : 20-24). Tout naturellement, Mazrui a répliqué (Mazrui 1995 : 24-26).

Dans son *Bulletin* n°2, 1995, le CODESRIA a procédé à la communication des pièces

entre les parties et requis les avis de ses membres. Ce *Bulletin* vient de nous parvenir après qu'il ait probablement déjà fait le tour des capitales et bibliothèques du monde. Cependant, le CODESRIA aurait tort de clore précipitamment ces débats qui intéressent au plus haut point la communauté scientifique africaine. S'il l'avait déjà fait, la présente réflexion qui s'y rapporte ne constituerait pas moins, une demande de réouverture des débats.

### Les parties du procès-débat

Mafeje et Mazrui ont le mérite d'avoir soulevé le débat sur le règlement des conflits en Afrique, heureusement sans l'épuiser ni l'aborder en profondeur, laissant ainsi à la communauté scientifique africaine l'opportunité d'approfondir la question et ouvrant grandement la porte à d'autres analyses.

Je n'ai pas encore eu le privilège de m'entretenir ou de prendre contact directement avec chacun des deux bien que je le souhaite ardemment depuis près d'une décennie.

C'est au cours de l'Institut d'Été du CODESRIA en 1994 sur « Constitutions, institutions et gouvernance démocratique en Afrique » que j'ai pris goût à me familiariser avec certains écrits de Mafeje et de Mazrui.

Le moins que je savais déjà sur Mafeje, c'est qu'il était l'une des sommités intellectuelles du continent. Les nombreux appels téléphoniques qu'il avait reçus des intellectuels égyptiens et d'autres pays d'Afrique en réaction à l'article de Mazrui

traduisent à eux seuls la place qui lui revient au sein de la communauté scientifique africaine. Sur Mazrui, je savais aussi qu'il était l'une des fiertés scientifiques du continent. Il est l'un des meilleurs professeurs des sciences sociales aux USA et dans cette Afrique où l'on est censé être solidaire et se réjouir de la jolie case construite par son voisin, il a tout mon estime. Mafeje et Mazrui sont ainsi des poids lourds en sciences sociales et devant de tels documents un jeune chercheur s'incline avec le plus grand respect et une immense admiration même quand il n'apprécie pas totalement les idées émises par l'un et l'autre de ses aînés.

J'ignorais que Mafeje et Mazrui enseignaient tous les deux dans des universités américaines, l'un au Caire, l'autre à New York.

J'avais cependant la conviction qu'étant tous des phares en sciences sociales et ressortissant de l'Afrique de l'Est, ils devaient absolument se connaître et bien se connaître. Mafeje a jugé bon dans sa citation directe de tracer d'un trait de plume la « trajectoire d'Ali Mazrui » et même si ce dernier n'a pas cru utile de le faire pour le premier, l'on ne devrait pas se faire trop d'illusions : les deux hommes se connaissent bien et très bien même. Ils ont noué depuis plus d'un quart de siècle des relations d'amitié suspecte, caractérisées par un mépris cordial et fraternel. Sur ce point, je n'ai pas été déçu. La violence du réquisitoire de Mafeje contre son collègue Mazrui et la sévère réplique de celui-ci en témoignent.

### Violent réquisitoire de Mafeje

Je n'ai pas personnellement compris pourquoi, réagissant aux propositions de Mazrui sur le règlement des conflits en Afrique, Mafeje se livre à une attaque au vitriol du premier, de sa vie professionnelle et de son œuvre. L'impression qui s'en dégage est que Mafeje est allé *ultra petita*.

Dans l'apostrophe de son procès contre Mazrui, Mafeje qualifie le célèbre professeur d'« esprit malin » au service de l'impérialisme. Heureusement que dans l'Islam, les termes n'ont pas le sens d'« esprit satanique » que leur attribue le Christianisme. Autrement, Mazrui et son abondante « œuvre diabolique » encouraient la sentence de Salman Rushdie et de ses *Versets sataniques*. En réalité Mafeje ne demande pas autre chose que cela !

Avant de s'attaquer à ses idées, Mafeje s'en prend à la personnalité de son collègue « Mazrui dont l'égoïsme est bien connu des intellectuels africains du continent et de la diaspora ». Il ironise ensuite sur les commentaires à son sujet : « L'on dit de Mazrui qu'il est le professeur africain le plus en vue ». Il serait actuellement, à en croire certains propos, l'un des trois « méga-professeurs » en sciences sociales aux États-Unis.

Pour Mafeje, le célèbre Mazrui ne devrait son renom qu'aux certificats qui lui sont distribués, à la publicité faite autour de lui et à la tribune qui lui est offerte en permanence par sa « galerie occidentale » pour laquelle il « joue » et don il sert les intérêts. Selon Mafeje, Mazrui serait tout simplement nul sur le plan scientifique.

Mazrui (...) est passé maître dans l'art de forger des expressions accrochantes et d'évoquer des images traduisant le grotesque et le ridicule :

Il n'a jamais cru en un véritable travail scientifique (...) la seule question posée à l'époque par Mazrui fut celle de savoir si le travail en bibliothèque avait une place quelconque. Il ressort effectivement de la bibliographie de ses ouvrages qu'il tire essentiellement ses données de coupures de journaux, de nouvelles radiodiffusées et de ses conversations (...) Il conçoit des idées brillantes, mais éphémères comme le phosphore blanc dans un bol d'eau ; Insuffisance intellectuelle ou auto-prostitution ?

Sur Mazrui, la réponse de Mafeje est indubitablement positive :

Le discours de Mazrui laisse beaucoup à désirer sur le plan intellectuel... C'est un discours superficiel, à caractère sensationnel et malhonnête ; Mazrui fait des suggestions qui frisent l'aliénation mentale. Il s'emballe et perd tout sens de la réalité (...) Il a par-dessus tout un esprit embrouillé !

Sans vouloir parler de lui-même, Mafeje lui préfère Edward Said « l'illustre professeur palestinien » de Columbia University dont les travaux et l'érudition « confondraient totalement Mazrui » et Galtung, « un professeur européen brillant mais pratique » qui a fait aux Africains une recommandation qui contient « une certaine sagesse qui aura échappé à notre professeur africain ! ». Complexe (lequel ?) ou refus de reconnaître les mérites d'un collègue renommé ? Sentiments répandus

chez les intellectuels africains. Dans tous les cas, plus de vingt ouvrages, une centaine d'articles et chaires dans les grandes universités prouvent que notre frère Mazrui est un éminent intellectuel.

Cheikh Anta Diop, notre savant, et notre célèbre Samir Amin ne valent pas parce qu'encensés par l'Occident, mais par leur valeur intrinsèque. L'Occident ne leur a pas offert de tapis rouges. Tant pis s'il en offre à Mazrui. Refuserait-on de le reconnaître si le Prix Nobel lui était attribué, pour la simple raison que l'on ne partagerait pas ses idées ou que le Prix lui serait décerné par l'Occident ? Comme le confesse Mafeje, « malgré cela, Ali Mazrui disposait de suffisamment d'atouts pour faire beaucoup d'envieux parmi les professeurs en Afrique et en fait ailleurs ». Il en a encore !

Mafeje enseigne que « le fait de se jeter des fleurs ne constitue en rien une recommandation ». Il semble cependant difficile de croire que le manque de courtoisie envers un collègue ou l'injure facile contre un adversaire dont on n'épouse pas les idées sont par contre des leçons apprises des Britanniques !

Le nihilisme affiché par Mafeje dans sa citation directe à l'égard des thèses défendues par Mazrui révèle par son intensité le fossé qui s'est créé au fil des années entre les deux hommes qui semblent décidés à le combler désormais par des procès-débats meurtriers.

### Règlement de comptes scientifiques et/ou idéologiques ?

Mafeje et Mazrui ont eu depuis près de trente ans des rencontres orageuses. Mafeje s'était senti plus d'un fois frustré. À plusieurs reprises. Il a été révolté par le caractère hautain, orgueilleux et méprisant du comportement de Mazrui, ce libéral très imbu de lui-même à l'égard de ses collègues scientifiques africains :

ses rencontres directes avec les scientifiques africains, jeunes et vieux, suscitent en général des réactions intellectuelles et idéologiques négatives chez ces derniers ; Il s'agit d'un constant qui remonte à nos études universitaires à Makerere Collège vers la moitié des années 1960.

Il en fut de même, vingt-cinq ans plus tard, lors d'un colloque du CODESRIA qui s'est tenu en 1991 à Kampala. J'ai également tenté, pour ma part, d'engager avec Ali Mazrui un débat plus

calme. Hélas, en vain ; (...) lors d'une conférence afro-arabe tenue à Sarya en 1977... un des intellectuels africains venant des États-Unis était sorti de la salle de conférence en guise de protestations contre « l'obscénité de cet homme ».

Mafeje avait donc plusieurs comptes à régler avec Mazrui, en son nom et en celui d'autres intellectuels africains qui à un moment ou un autre s'étaient sentis scandalisés par les propos de ce dernier.

D'ailleurs, au sortir de l'article de Mazrui sur la « recolonisation » en octobre 1994, Mafeje avait reçu des appels téléphoniques des intellectuels et scientifiques africains « fous de rage » et en janvier 1995 en Europe, un exemplaire du texte original lui fut transmis par des collègues africains. Ces réactions confirment mes appréhensions : Mafeje est grand. Néanmoins pourquoi une « alerte » et des appels adressés uniquement à Mafeje ? Pourquoi, « avec indignation », ses correspondants égyptiens lui posaient-ils la question : « Quel genre d'intellectuel africain est donc ce Mazrui ? Les réponses à ces questions semblent claires. Ses correspondants savaient pertinemment bien que Mafeje était l'un des rares universitaires africains à mieux connaître la trajectoire de Mazrui à mieux connaître la trajectoire de Mazrui, sa personnalité et ses idées et à pouvoir s'opposer à celles-ci. Ils savaient également que nul n'avait été autant révolté par Mazrui que Mafeje et que le professeur de Cairo American University était l'intellectuel africain des mieux armés pour monter au front en vue de combattre avec toute la force requise le mythe qui avait été construit autour du célèbre professeur est-africain de Institute of Global Cultural Studies, Binghamton, University of New York. Une « alerte » par des appels téléphoniques suffisait, Mafeje n'avait pas besoin de se faire supplier. L'on pouvait compter sur sa disponibilité à ce moment crucial, sur son immense talent. On pouvait lui faire pleinement confiance quant à sa capacité à tenter comme il se devait un procès-débat à Mazrui et il l'a bien mérité. Il n'a pas été décevant de s'est acquitté avec enthousiasme de son devoir.

Puisque Mazrui est présenté par son adversaire comme un « esprit malin au service de l'impérialisme », un « libéral imbu de lui-même » qui « joue pour la galerie occidentale », un intellectuel irréaliste, mais hostile aux idées de la « Gauche », un agent conscient du capi-

talisme et inconscient du racisme ainsi qu'un conseiller périphérique du centre et de l'ordre néo-colonial dont les Nations-Unies sont les garantes, le procès intenté contre lui par Mafeje devient aussi un procès contre l'« impérialisme », le libéralisme, l'Occident, la « Droite », le capitalisme, le racisme, le centre, le colonialisme, le néo-colonialisme ou la « recolonisation » et dans une certaine mesure contre le système des Nations-Unies ! Dans tous les cas prophétie ou provocation ? Mazrui avait prévenu que ses propositions étaient « des idées effrayantes pour des peuples fiers qui ont versé tant de sang et usé de toute la volonté politique nécessaire pour se libérer du joug des puissances européennes ». il devait donc s'attendre à trouver en travers de son chemin l'un des plus dignes adversaires de l'« impérialisme » en Afrique et l'un des plus farouches défenseurs du nationalisme africain résolument ancré à « Gauche » par conviction et par nécessité, Mafeje.

Mafeje fustige les démons de l'« impérialisme » (le terme est employé avec abomination trois fois et le qualificatif « impérialiste » quatre fois), du capitalisme (deux fois le substantif) et deux fois l'adjectif qualificatif) et du racisme (trois fois) qui accompagnent le « diable » du colonialisme ou de la « recolonisation » dont Mazrui se fait le prophète.

Nationaliste qui se veut radical, Mafeje n'a pas oublié qu'en 1966 à Makerere, Mazrui avait fait une déclaration fracassante selon laquelle « n'eût été l'anglais (la langue), il n'y aurait jamais eu de nationalisme africain ». Mais à Kampala en 1991, Mazrui était revenu sur son point de départ : « Il déclarait comme d'autres intellectuels, qu'une nation qui ne produit pas de connaissances dans sa propre langue ne saurait se développer ». Mazrui n'y a pas réagi. Cependant, comme il n'est jamais trop tard pour revenir à de meilleurs sentiments ou idées, devrait-on le lui reprocher ? A moins de prêcher un certain fixisme en sciences sociales ou de faire preuve de fétichisme scientifique, ce qui ne ressemble point du tout à Mafeje.

L'important est du reste de savoir si depuis 1991, ces excellentes idées ont connu un début de matérialisation ou si les intellectuels africains si friands d'une phraséologie oiseuse sont finalement passés du verbe aux faits en faisant en sorte que les nations africaines produisent ces connaissances dans leurs propres langues.

Malheureusement, plusieurs, aliénés jusqu'à la moelle épinière, continuent à se faire les chantres de l'« anglophonie » ou des guignols de la « francophonie ». Les conclusions que nous avons tirées des travaux du Colloque de Cape Town sur l'Innovation dans l'éducation en Afrique postcoloniale en décembre 1994 restent encore lettre morte faute de soutien des pouvoirs publics à la solde de l'« impérialisme culturel » occidental. Le Swahili, par exemple, qui pouvait servir d'outil de production scientifique en Afrique de l'Est, continuerait d'être regardé comme « rabaisant » et je constate avec une grande admiration que Mafeje et Mazrui continuent à produire dans un anglais du style même de Shakespeare des connaissances qu'ils communiquent avec une rare maîtrise aux étudiants des universités américaines, l'un démontrant son talent en Afrique et l'autre en Amérique même. La triste vérité est que non seulement nous continuons à produire en langues étrangères, mais que nos connaissances semblent d'abord destinées non pas à notre peuple, mais à l'Occident.

En Mafeje s'exprime aussi l'homme de « Gauche » qui n'a pas oublié, qui ne saurait pardonner ni faire de cadeaux au trop libéral Mazrui qui s'est fait une solide réputation à combattre la « Gauche » africaine : « En 1970, il fustigeait les gauchistes de l'Université et déclarait que tout le monde avait le droit de faire valoir ses opinions ».

L'intolérance est-elle « le point fort » de la « Gauche » ? Mais Mafeje en voulait également à cet homme en général « irréaliste » et qui malgré sa perception des idées comme primaires, s'abstient d'en tirer les conséquences pratiques, sauf lorsqu'elles sont émises par la « Gauche ».

Enfin, c'est contre le monstre de la colonisation lui-même que s'attaque Mafeje. Pas de « recolonisation » ni de « colonisation bénigne ». Et de là, quittant subitement le terrain de la réflexion scientifique pour celui de l'action concrète, le professeur menace et prévient : « Les Africains ne s'y laisseront pas prendre ».

### Décolonisation et règlement des conflits en Afrique

Mafeje relève d'abord que contrairement à la « désintégration » évoquée par Mazrui, l'Afrique est plutôt en « déliquescence ». Cependant, au-delà des tiraillements sur les concepts ou des discussions sur le sexe des anges dont

raffolent les intellectuels africains, il n'existe guère de différence fondamentale dans le concret qui se traduit par le fait que quels que soient les belles expressions utilisées et les théories savamment exhibées, l'Afrique se porte chaque jour plus mal, comme atteinte du syndrome immuno-déficitaire acquis du fait de la colonisation.

Pour Mafeje, le règlement des conflits en Afrique postcoloniale passe par « la décolonisation du corps politique et de l'esprit ».

Mafeje a vraisemblablement donné le contenu de sa « décolonisation » dans l'une de ses nombreuses publications qu'il n'évoque pas malheureusement.

La question fondamentale que les événements ont imposé à Mazrui a été de savoir comment régler les conflits en Afrique et mettre fin à la « désintégration » du continent. Mazrui a tenté d'y répondre et ne pouvait échapper aux critiques. Mafeje semble quant à lui rester dans les nuages et le vide de la pensée. Qui finalement est plus « réaliste » que l'autre ? La critique des propositions « irréalistes » de Mazrui donne malheureusement l'impression de s'achever sur une suggestion brumeuse.

Galtung risque d'être sollicité pour enseigner la sagesse à un autre professeur africain. Il faut cependant reconnaître que sa prétendue sagesse n'avait pas du tout échappé à Mazrui qui avait proposé comme lui l'intégration régionale et qui, même s'il se contredit, insiste néanmoins sur l'autocolonisation et sur la nécessité pour les Africains de prendre eux-même en charge les problèmes du continent.

### Sévère réplique de Mazrui

Dans une courte réplique à Mafeje, Mazrui persiste et signe ses propositions déjà publiées dans *International Herald Tribune*. Il se défend d'abord contre l'accusation suivant laquelle il serait au service de l'impérialisme et nuirait aux Africains attestant preuve à l'appui que la question d'« auto-pacification », la quête de *Pax Africana* le préoccupe depuis plusieurs années. L'internationaliste réaffirme son soutien aux Nations-Unies et aussitôt après, réponse du berger à la bergère, tel un fauve grièvement blessé il semble que cela s'appelle légitime défense lors d'un procès même scientifique l'avocat de soi-même répond coup pour coup, injure pour injure, manque de courtoisie pour manque de courtoisie. Il ra-

masse sa colère dans l'une de ces formules magiques dont il a seul le secret, lance méchamment sa bombe sur Mafeje qu'il accuse de tenir un « raisonnement confus » et pour qui il recommande la « colonisation et la rééducation intellectuelle interafricaines ».

Même si Mazrui confesse de lui-même avoir été « moins méchant et moins insultant », il ne s'en trouve pas justifié. Il est mieux placé pour savoir que répondre à la méchanceté par la méchanceté et à l'injure par l'injure, même de moindre degré, n'est pas une excellente ressource en sciences sociales.

Mafeje et Mazrui sont toujours comme je l'espère musulmans pratiquants. J'ai pour l'Islam le plus grand respect même lorsque j'en désapprouve certains principes et pratiques, mais faut-il peut-être leur rappeler ce verset et l'Épître de Jude (1,9) qui enseigne aux chrétiens que même lorsqu'il discutait avec le diable, le vrai, concernant le corps de Moïse, Michel l'Archange n'osa pas proférer de jugement injurieux contre lui – Hélas, le procès-débat entre les deux hommes apparaît violent, marqué par un manque regrettable de courtoisie et truffé d'injures. Pourtant, l'on était en droit d'attendre mieux que cela des deux professeurs. Mafeje s'est illustré par une attaque foudroyante, de bout en bout caractérisée par cet énervement que l'on avait dit rare chez les anglophones, même quand ils s'opposent. Contraint par la provocation, Mazrui a malheureusement fini par succomber également au manquement à l'éthique professionnelle et aux règles de la déontologie. Du coup, les deux aigles en combat se sont précipités vers la mare du diable et les eaux polluantes du débat.

### Recolonisation et règlement des conflits sur le continent africain

Les questions d'« auto-pacification », « d'auto-colonisation », et de *Pax Africana* sont fondamentales et vieilles dans l'œuvre de Mazrui. Dans *Towards a Pax Africana : A Study of Ideology and Ambition* (1967), son ouvrage capital dans ce domaine, Mazrui avait déjà révélé ses inquiétudes sur l'avenir de la paix en Afrique suite à l'effondrement de l'ordre colonial. Sa proposition fait de la « recolonisation » le mode de règlement des conflits en Afrique et la base matricielle de la paix sur le continent.

### Le paix chez Mazrui : la paix de Mazrui

Mazrui est un homme absolument épris de paix ! Il mériterait bien un prix africain de la paix et même un Prix Nobel de la Paix. Il a une obsession malade pour la paix et y croit certainement. S'il avait accepté spontanément l'invitation de venir en Afrique du Sud écouter l'Archevêque Desmond Tutu féliciter personnellement le Président Mandela, tous deux déjà détenteurs du Prix Nobel de la Paix, c'est en partie parce qu'il se croyait bien engagé sur leurs traces. N'est-ce pas parce qu'ils l'avaient vu venir au galop sur le chemin du Nobel qu'ils l'avaient invité ? Il ne serait donc pas surprenant que demain en Mazrui l'Afrique autrefois superbement ignorée alors qu'elle avait accordé l'asile au Fils de Dieu menacé de mort en Israël, soit une fois de plus honorée de compter parmi ses fils un Prix Nobel de la Paix.

Cependant, la paix chez Mazrui n'est pas la même que chez Tutu ou Mandela. En effet, chez ces derniers, la paix, c'est la paix sans la servitude, la paix sans les colonisation ni l'apartheid qui l'excluent. Par contre, la paix Mazrui, c'est la paix sous l'esclavage, sous la colonisation, l'apartheid ou sous sa nouvelle trouvaille, la « recolonisation ». Puisque la « paix du professeur » s'appose si bien à la paix des leaders sud-africains et que ces derniers connaissent parfaitement le professeur pour l'avoir invité, il devient tentant de se demander si Mgr Tutu et Président Mandela n'avaient pas tenu à voir Mazrui en personne en Afrique du Sud pour lui permettre d'y subir ce que Mazrui appelle lui-même une « rééducation intellectuelle interafricaine » ! N'est-ce pour l'amener à changer ses idées sur la paix qu'ils avaient jugé bon de le voir personnellement suivre et entendre de ses oreilles non pas le *te Deum*, mais le *requiem in aeterna* de la colonisation et de l'apartheid qui lui avaient toujours paru mieux garantir la paix ? L'invitation était trop belle pour être refusée et le sens trop profond pour être compris. Entêtement ou incompréhension ? Le professeur en profitait pour publier au cœur même d'une Afrique du Sud sortant du boubier raciste, son fameux article sur la « recolonisation » en prenant soin cependant de réserver une place à l'Afrique du Sud dans son « Conseil africain de sécurité ». L'effet de séduction avait joué sur la classe politique et l'élite intellectuelle sud-africaines qui n'avaient pas

réagi. Mais à Soweto de dans les Townships, le peuple qui avait payé le prix le plus cher pour la fin de l'apartheid était survolté. Mafeje s'est fait son porte-parole ou son avocat-conseil sans malheureusement produire auprès du « tribunal » du CODESRIA une procuration spéciale.

Pour Mazrui, c'est la paix à tout prix, quels que soient les moyens utilisés pour y parvenir et quel qu'en soit le contenu. La paix de Mazrui, c'est même la paix de cimetière et surtout elle. Peu importe que cette paix vienne d'Allah ou de Satan. La question qui vient immédiatement à l'esprit est la suivante : si la « paix d'Idi Amin était bonne, pourquoi Mazrui a-t-il démissionné de l'Université de Makerere lorsque le pacifique Amin est arrivé au pouvoir en 1971 ? Il peut trouver un autre prétexte en arguant que c'était de toute façon un mal excellent parce que cette fuite lui a finalement ouvert les portes du monde et les voies de la célébrité pour se présenter actuellement devant la porte du Nobel.

La paix de Mazrui reste hélas ! associée à la défense de l'ordre dictatorial, colonial ou néocolonial.

### Ordre colonial, « recolonisation » et paix chez Mazrui

« Maintenant que l'ordre colonial prend fin qui va assurer le maintien de la paix en Afrique ? » (Mazrui 1967).

Mafeje a eu tort de situer à la base de l'angoisse de Mazrui l'effondrement de plusieurs États africains dans les années 1990. En réalité, l'angoisse du professeur date des années 1960 et est liée à l'effondrement de l'ordre colonial qui pour lui assurait parfaitement le maintien de la paix.

L'on dirait que Mazrui adorait l'ordre colonial au point qu'il avait été démoralisé par son effondrement. En visionnaire, le mouvement vers l'indépendance n'était pas une bonne chose et il estimait sûrement que l'indépendance serait source de conflits, il a eu raison sur la forme, d'où sa préférence pour la colonisation et l'ordre colonial.

Pour Mazrui, si le colonisateur n'avait pas existé, il eût fallu le créer, s'il est parti, à défaut de le rappeler d'outre-mer, il faut en fabriquer un autre de couleur locale, « authentique » comme le dirait le Président du Zaïre. L'on comprend ainsi que Mazrui révolte et provoque plusieurs Africains qui se cachent derrière Mafeje. En droite, c'est toujours la bonne foi que l'on présume. Je suis porte à croire que Mazrui

a cherché tout simplement à animer un débat scientifique sur le sujet et là, il a réussi et a droit à notre reconnaissance car la science avance grâce aux chocs des idées et aux débats. Mazrui aurait-il réellement voulu animer les rubriques « Débats » des médias africains ? C'est cependant difficile de soutenir cela lorsque lui-même avoue par sa réplique que c'est le fond de sa pensée qui n'a guère évolué sur le sujet depuis trente bonnes années.

Mazrui apparaît comme un nostalgique de l'ordre colonial. Les termes « colonial », « colonisés », « colonisateurs », « colonisation », « recolonisation », « auto-colonisation »... ont dans ses écrits une place privilégiée. En 1977, dix ans après sa brillante plaidoirie pour l'ordre colonial en « désintégration », il inscrivait la conférence afro-arabe de Sharja dans le cadre de la « contre-pénétration des colons par les colonisés ». En août 1994, le voilà qui prêche la « recolonisation » ou l'« auto-colonisation ». en 1995, malgré le « procès » initié contre lui par le professeur Mafeje dans les colonnes du deuxième numéro du *Bulletin du CODESRIA*, il persiste et signe avec une arrogance de style qui affole ses détracteurs. L'Occident aurait trouvé en Mazrui son meilleur conseiller africain du temps de la colonisation et puisque cette « entreprise humanitaire » n'est toujours pas terminée, Mazrui est l'une de ces éminences grises que l'on devrait dispenser de la formalité d'une demande d'emploi ou d'un curriculum vitae.

La paix de Mazrui est une paix d'enfer, nourrie d'inégalités, d'oppression, d'exploitation et de servitude. Pour nous, comme dirait Patrice Lumumba, « il n'y a ni grandeur ni paix dans la servitude ». Ce n'est pas de cette paix chimérique et vide dont rêvent les peuples africains. En outre, si la « paix coloniale » faite de coups de fouets et d'exploitation était la véritable et la bonne, nul n'eût senti le besoin de se battre ou de verser son sang pour l'indépendance, à moins que l'éminent professeur enseigne sans ambiguïté que l'indépendance était une erreur !

Par ailleurs, lorsqu'il parle de « recolonisation », c'est qu'à un moment donné, la colonisation avait cessé mais qu'il faut réinstaurer l'ordre colonial jugé meilleur que l'ordre précédent. Cependant, lui qui passe la plupart de son temps à côtoyer les maîtres coloniaux dans leurs métropoles, Mazrui pense-t-il en proposant la

« recolonisation » que la colonisation de l'Afrique avait déjà pris fin. L'indépendance acquise est restée nominale et sous des formes nouvelles par ses agents périphériques et les institutions internationales interposés, l'Occident poursuit son œuvre de colonisation. On ne peut le cacher, à moins de prendre les Africains pour des mineurs éternels ou de prendre pour véritable une indépendance de façade. Je me refuse de croire que Mazrui qui connaît si bien les secrets des divinités coloniales, puisse tomber dans l'erreur de prendre la surface pour le fond, les éclairs pour la lumière, la nuit étoilée pour le jour, l'envers pour l'endroit.

Dans sa première livraison, Mazrui a préconisé une « recolonisation externe guidée par l'humanitarisme (...) » par des puissances qui pourraient provenir d'Afrique, d'Asie ou des pays de l'Europe de l'Est ou de l'Ouest, d'Amérique ou d'Asie, qui connaissent des problèmes semblables ou proches à ceux des pays africains, amis où le terme « colonisation » a déjà été jeté aux poubelles de l'Histoire et où tout chantre de « recolonisation » passerait pour un revenant dangereux qui s'exposerait aux premières balles des nationalistes ? À quand, par exemple, la « recolonisation » de la Bosnie, de l'Irlande, de certaines anciennes Républiques de l'URSS, de certaines provinces d'Espagne ou de la Corse par les Africains ? Peut-être que le professeur propose une « recolonisation » à sens unique de l'Afrique par les puissances étrangères, avec préférence aux « anciens » colonisateurs, une sorte de répétition de l'histoire de la colonisation cette fois-ci sur propre demande ! On sait que l'Occident n'a pas besoin de requête pour continuer une entreprise qu'il n'avait jamais réellement arrêtée. Il est devenu le tuteur auto-proclamé du processus de démocratisation et le distributeur des brevets de « bonne gouvernance », l'autorité morale pour juger de la régularité des élections du reste manipulées par lui et pour proclamer les résultats. Au Zaïre, il est déjà à l'œuvre sous le couvert de la Troïka (coalition USA, Belgique, France) qui en fait assure la tutelle du pays. Pourtant, la démocratie sous tutelle ne peut être qu'une farce.

Lorsque Mazrui recommande une « recolonisation (...) guidée par l'humanitarisme », oublie-t-il si tôt que, l'humanitarisme a toujours servi de cheval de Troie à l'invasion coloniale ; qu'à la Conférence de Berlin de 1885, le but avancé

pour coloniser l'Afrique était aussi humanitaire – amener la « civilisation » aux peuples barbares, mettre fin à la traite négrière – ou que, sans partager nullement les vues du dictateur de Bagdad, l'« humanitaire avait également été avancé par l'Occident pour la « recolonisation » de l'Irak ?

Mes connaissances sont fragiles, mais je ne connais pas de colonisateur qui n'ait invoqué de motifs humanitaires.

En réalité, la connaissance rime toujours avec la violence et l'asservissement des colonisés. L'ordre colonial, qu'il soit l'œuvre des États occidentaux, d'Asie ou d'Afrique même, cache des objectifs réels d'exploitation sous le manteau de l'humanitarisme. La colonisation africaine de la Namibie par l'Afrique du Sud, celle du Sahara Occidental par le Maroc et celle d'une partie du Tchad par la Libye n'ont pas été des œuvres humanitaires ou de bienfaisance. C'est ce qui a justifié ailleurs ou justifie encore au Sahara Occidental tous les moyens utilisés par les « colonisés » pour mettre fin à la colonisation de leurs frères et ceux mis en œuvre par ces derniers pour ne pas partir.

Œuvre des Africains eux-mêmes ou des étrangers à l'Afrique, la colonisation reste mauvaise pour les colonisés. Le diable noir n'est pas préférable au diable blanc. Il n'existe pas d'ailleurs de bon diable ni de bon colon. Il ne sert donc à rien de ressusciter le monstre colonial en Afrique si ce monstre est déjà mort ou en voie de disparition. Qui le maîtriserait ?

La colonisation instaure un système durable d'exploitation, le système colonial. L'intervention éclair de l'armée tanzanienne en Ouganda en 1979 pour tirer le peuple de ce pays des griffes meurtrières du monstre d'Idi Amin auquel Mazrui avait échappé – ce dont l'Afrique est reconnaissante à Dieu – et l'action des troupes de l'ECOMOG au Liberia ne sauraient à mon sens être assimilées à des cas de « colonisation africaine » ou de « recolonisation ».

En préconisant l'« auto-colonisation ou la « recolonisation », Mazrui semble oublier que cette *Pax Africana* a déjà été imposée ou l'est encore dans certains États par des régimes autoritaires. L'État autoritaire central a soumis certaines régions ou provinces du pays à la « recolonisation » par le dictateur national. Aussitôt passées les festivités de l'indépendance nominale, les nouveaux dirigeants africains se sont assis sur les sièges et tipoy des colonisateurs blancs

dont ils ont revêtu le casque et hérité le fouet. L'État néocolonial colonise certaines de ses provinces et une partie de sa population. La paix coloniale est cependant à l'instar de la paix de tout système autoritaire, une négation de la paix véritable.

La « recolonisation » appellera nécessairement de nouvelle guerre de libération. Mazrui aurait pu préconiser également le mode de règlement des conflits nés de la « recolonisation ».

Mazrui fait des éloges à l'ONU pour son rôle dans le maintien de la paix dans le monde. Il reconnaît et déplore les échecs de certaines missions onusiennes, mais il ne va pas plus loin. On aurait pu s'attendre à ce qu'il relève les insuffisances d'un système où certains ont tout à dire dans le cadre du Conseil de sécurité et les autres pas assez à dire ou rien, sinon applaudir et rire lors des assemblées générales qui offrent d'ailleurs à plusieurs chefs d'État africains et à leurs ministres une occasion de faire du tourisme à New York et dans ses environs. Je m'attendais également à ce qu'en passant, il soutienne l'entrée de l'Afrique au sein dudit Conseil. La question ne semble guère l'intéresser dans ses propositions. Peut-être qu'il l'a abordée dans l'un de ses vingt ouvrages malheureusement plus disponibles en Occident que sur le continent.

L'Afrique continuera à avoir besoin de l'ONU, mais sans grossir les rangs des extrémistes qui en veulent pour des raisons qui leur sont propres, il me semble que le système de l'ONU souffre d'être une machine de « recolonisation » gérée du reste de façon non démocratique.

Mazrui fait-il la part belle à l'ONU parce qu'elle sert la paix ou parce qu'elle est un instrument de « recolonisation » aux mains des pays réunis au sein du Conseil de Sécurité, particulièrement des cinq membres permanents ? les deux vont ensemble suivant la philosophie de Mazrui. C'est d'abord comme instrument de « recolonisation » indispensable à la paix mondiale que l'ONU a les faveurs de l'illustre professeur. En effet, l'ONU permet aux cinq « grands » de « recoloniser » le monde en recourant à tous les moyens, même ceux contraire au droit international lui-même d'une indiscutable imperfection. La paix onusienne, c'est d'abord la *Pax americana, britannica, franca*, russe ou même aussi chinoise. Cette paix imposée comme une nouvelle forme de paix coloniale est trop fragile pour ne pas emballer Mazrui.

Il est difficile de soutenir le point de vue de Mazrui suivant lequel « les grands pays ne sont pas ceux qui ont besoin des Nations Unies et de ses agences spécialisées, mais plutôt les petits pays », dont une bonne partie de l'Afrique. De là à considérer que l'ONU est une entreprise de charité pour les « petits pays » et que ceux-ci devraient être reconnaissants envers les « grands », il n'y a qu'un pas vite fait. Même s'il ne contredit pas Mafeje qui considère que les Occidentaux se servent de lui, contentant à son tour de lui demander si c'est Newt Gingrich qui se sert de lui, il serait surprenant d'arguer que Mazrui ne sert pas les intérêts occidentaux.

La vérité est que les USA, la France ou la Grande Bretagne pour ne citer que ces trois pays, ont besoin de l'ONU et de ses agences. Ce n'est pas pour les beaux yeux des citoyens des « petit pays » que les USA, par exemple, refusent de se retirer de l'ONU malgré de vives critiques d'une partie de leur opinion publique. Ce n'est pas non plus pour les raisons humanitaires que les cinq grands refusent d'élargir le Conseil de sécurité à l'Afrique, à l'Asie ou à l'Amérique du Sud. Leur charité sur ce point va vers l'Allemagne !

Les États occidentaux, les « grands pays » ont besoin de l'ONU pour « recoloniser » le reste du monde, l'exploiter, maintenir leur leadership dans le monde. Un tel intérêt n'est pas moindre, mais capital, stratégique. Le général de Gaulle avait pour sa part qualifié l'ONU de « machin », mais ni le général, ni ses successeurs ne se sont retirés du « machin ». C'est aussi le général qui avait enseigné : « Les États n'ont pas d'amis ; il n'ont que des intérêts ». Depuis, cette leçon fait partie de l'héritage spirituel de la France. Les intérêts de la France au Nations-Unies et dans leurs agences spécialisés sont tels que le « Libérateur de la France » n'a pas osé franchir le cap et ses successeurs n'ont pu le faire pour ne pas nuire à la « grandeur » de la France. Or, la grandeur de la France comme celle des autres réside dans leur « impérialisme ». La France reste à l'ONU pour consolider sa position en tant que « superpuissance », pour reconquérir ou élargir son empire colonial.

En définitive, l'ONU comme instrument de « recolonisation » sert plus aux « grands » qu'aux « petits pays », ; à moins de considérer que l'apartheid a plus profité aux Noirs qu'aux Blancs en Afrique du Sud, que la traite négrière a été plus avantageuse pour les esclaves que

pour leurs marchands, que la colonisation a été une « mauvaise affaire » pour les colonisateurs et une très bonne pour les colonisés ou encore que l'exploitation de l'Afrique bénéficie plus à l'Afrique qu'à l'Occident. Je ne vois pas Mazrui soutenir une telle argumentation qui appellerait cette fois-là des menaces de mort du professeur Mafeje.

La « recolonisation » par l'Afrique elle-même dans le cadre du Conseil de sécurité africain profitera toujours à l'Occident. Les cinq « États-clé » de Mazrui devant constituer ce Conseil se trouvent dans l'ancrage et sous la coupe de l'Occident. Ils ne seraient dès lors que des consulats occidentaux en Afrique, chargés de l'administration des territoires africains sous l'ordre de l'Occident qui leur fournirait armes, argent, experts et qui leur enseignerait ces bonnes techniques qui lui ont permis depuis plusieurs siècles d'exploiter le reste du monde.

Dans son Conseil de sécurité de « recolonisation », Mazrui semble avoir oublié deux autres « États-clé » qui disposent pourtant d'une solide expérience en la matière : le Maroc et la Libye, héritiers coloniaux de l'Espagne et de la France, respectivement au Sahara Occidental et au Nord du Tchad.

La « Force panafricaine d'urgence » préconisée par l'éminent Mazrui pose aussi des problèmes. Comment l'Afrique peut-elle constituer, rendre opérationnelle et entretenir une telle force si elle n'a déjà pas les moyens de maintenir les troupes de l'ECOMOG au Liberia ? Pour intervenir au Tchad, par exemple, le Zaïre avait dû attendre pendant plusieurs mois que la France finance l'opération et mette à la disposition des troupes zairoises avions, véhicules, vivres et armement. Cette disposition particulière de l'Hexagone se justifiait d'ailleurs amplement parce que l'armée zairoise intervenait comme un peloton de parachutistes français noirs établis sur le continent, c'est-à-dire sur les ordres et dans l'intérêt de la France.

L'Afrique n'a pas les ressources morales et matérielles nécessaires pour se « recoloniser ». Plusieurs millions de ses fils ont versé leur sang pour mettre fin au colonialisme et à l'apartheid. Accepter la « recolonisation » reviendrait à cracher sur les tombes des martyrs.

En revenant sur les cinq « États-clé » de Mazrui, l'on constate que presque tous sont en proie à des problèmes de « désin-

tégration ». L'Égypte est secouée par des tensions internes. L'Éthiopie, le Nigeria et le Zaïre se « désintègrent ». L'Afrique du Sud qui vient d'être accouchée est encore très fragile. D'où ces « États-clé » tireraient-ils la force de « recoloniser » les autres ? D'où leur proviendraient les ressources pour combattre sur les deux fronts à la fois, le front intérieur pour arrêter leur propre « désintégration » et le front extérieur pour arrêter celle des autres pays et assurer la *Pax Africana* ?

Un autre problème se poserait relativement à la « désintégration » d'un « État-clé » qui assurerait sa « recolonisation », sa « tutelle » ou jouerait à son égard le rôle de « grand frère » ? La tutelle de la Troïka sur le Zaïre est riche d'enseignements. Le tuteur viendra de l'Occident.

Quel moustique a donc piqué notre grand Mazrui pour se faire le chantre de la colonisation ou de la « recolonisation » et renoncer à la terminologie d'« autopacification » qu'il utilisait dans les années 1960 ? C'est lui qui nous apprend que de toute façon, « auto-colonisation » et « recolonisation » chez lui signifient la même chose. Cependant, ne peut-on pas s'« auto-pacifier » sans se « réconcilier » ? La réponse est positive et c'est la voie qui me semble avoir échappé à Mafeje et à Mazrui : la démocratisation.

Il est curieux que, Mazrui des années 1990 préfère « auto-colonisation » ou « recolonisation » contrairement à celui des années 1960 qui préconisait l'« autopacification » ! Trouverait-il actuellement une meilleure opportunité qu'en 1960 pour faire accepter une proposition qu'il n'aurait pas osé faire aux Africains qui venaient à peine d'enterrer les martyrs de l'indépendance ? Malheureusement ou heureusement, il peut toujours trouver sur son chemin des nationalistes comme Mafeje dont le discours même scientifique n'hésite pas à puiser dans la colère et la violence des mouvements de libération, sacrifiant s'il le faut à la courtoisie et à la déontologie.

### **Démocratisation et règlement des conflits en Afrique**

Plus pratique que Mafeje, Mazrui a le mérite d'avoir extériorisé son angoisse, posé le problème du règlement des conflits en Afrique, et proposé la « recolonisation » comme outil de la *Pax Africana* et inventé en même temps de cadre institutionnel de celle-ci. Mazrui ne se limite pas à un constat et à une attitude pares-

seuse de résignation, mais il constate et propose. L'on ne pouvait pas attendre moins que cela d'un scientifique de son rang. Objet de nombreuses sollicitations et de vives interpellations, il avait un devoir d'y penser et s'en est acquitté.

En sciences sociales, les solutions sont souvent mauvaises parce que les problèmes sont mal posés, parce que l'on n'a pas maîtrisé les termes des équations qui sont généralement à plusieurs inconnues ou que la dimension durée n'est pas suffisamment prise en compte.

La question fondamentale que l'on devrait se poser avant de proposer des solutions – Décolonisation ou « Recolonisation » – paraît la suivante : quelle est ou quelles sont les causes des conflits à la base de la « désintégration » de l'Afrique ? Cette question semblé malheureusement avoir échappé à Mafeje et Mazrui.

Du 16 au 18 novembre 1992 à Nairobi, le CODESRIA a organisé un séminaire sur les conflits ethniques en Afrique. Les nombreuses communications faites à cette occasion par les chercheurs africains ont permis d'établir que presque tous les pays sont atteints et que la plupart des conflits qui secouent l'ensemble du continent sont intimement liés au phénomène de l'ethnicité ou du tribalisme.

Les conflits ont pour source l'exploitation de certains groupes par d'autres, la marginalisation de certaines provinces ou régions par le pouvoir central ou sont la conséquence de l'autoritarisme des gouvernants sur les gouvernés. D'autres sont commandités par des forces extérieures à l'Afrique ou entretenus par elles. Il y en a qui apparaissent comme de véritables guerres de libération.

L'on ne peut durablement et efficacement combattre les effets de l'impérialisme externe ou interne en imposant un nouvel impérialisme ni ceux de la colonisation par la « recolonisation », si légère soit-elle.

Il faut combattre à la racine le mal à la base des conflits si l'on veut aboutir à une paix durable. Les racines sont nombreuses et ont pour noms ethnicisme, tribalisme, régionalisme, marginalisation, oppression, développement inégal....

Et puisque son objectif ultime, c'est toujours la paix, la *Pax Africana*, et que Mazrui reconnaît un grand rôle à l'ONU, il me semble que la question à laquelle il a essayé de répondre et qui m'intéresse également autant que Mafeje, se résume

de la manière suivante : « Quelle est la meilleure voie pour parvenir à la paix en Afrique ? » Peut-être qu'à ce sujet, en tant qu'Africains et « pacifistes », nous devrions plutôt avoir l'humilité de solliciter l'avis d'un autre africain, professeur également, censé actuellement mieux connaître l'ONU et les problèmes de la paix dans le monde et qui par un heureux hasard, au moment où l'on se bat scientifiquement avec menaces de recourir aux poings pour le règlement des conflits en Afrique, se trouve être Secrétaire général de l'ONU. C'est l'Égyptien Boutros-Boutros Ghali.

Plus d'un an avant l'article de Mazrui et deux ans avant le procès-débat Mafeje/Mazrui, Boutros Ghali était déjà arrivé à une conclusion qui aurait pu être prise en compte et épargner des débats violents et moins courtois : « la démocratie est une garantie de la paix et un développement solide est inimaginable sans démocratie » (Ghali 1993 : 15).

Et Ghali (1993 :16) avait prévenu ceux qui se laisseraient griser par de bons résultats économiques comme solution aux conflits :

Si une fois obtenus les premiers résultats économique, les États n'engagent pas des réformes démocratique, alors ils n'aboutiront en fin de compte qu'à une croissance désincarnée, source d'inégalités accrues et des désordres sociaux à venir.

Ghali terminait sur un ton magistral : « Je le répète, seule la démocratie donne sa signification au développement Ghali 1993 :16). Les relations synchrones entre la démocratie, le développement et la paix ont été également soulignées par Tafsir Malick Ndiaye (1992 :26).

Après tout ce qui nous préoccupe tous Mafeje et Mazrui, les membres de la communauté du CODESRIA et l'ensemble des intellectuels africains, c'est le règlement des conflits en Afrique et au-delà, la survie d'un continent en « déliquescence » ou en « désintégration. L'un des nôtres,

Ake avait déjà relevé que pour les Africains dans la situation actuelle ; comme pour les citoyens de tous les États du monde, « la démocratie est la condition pour survivre » (Ake 1991 :4). Or, on ne peut vivre ni survivre sans paix. L'absence de démocratie au sens le plus large, institutionnel et socio-économique, est à la base de nombreux conflits qui font rage sur le continent et le placent en hypertension.

Les Africains et tous ceux qui se préoccupent de la paix dans le monde doivent

d'abord et à présent soutenir le processus de démocratisation en cours s'ils veulent voir s'instaurer une paix durable et véritable dans chaque pays africain.

La *Pax Africana* digne de ce nom reposera sur la « Pax nationale » garantie par la démocratie.

Il est évident que tant qu'il y aura des hommes, il y aura toujours des conflits. La démocratie est le cadre idéal de règlement de ces conflits. Elle ne les supprime pas, mais elle permet de les réduire et les conflits les plus graves sont résolus pacifiquement par l'application des règles de droit et par le dialogue.

Il n'y a pas de mariage entre la paix et la servitude, entre la démocratie et la (re) colonisation, pas plus qu'il n'y en a entre le paradis et l'enfer. La démocratie et la paix sont inconcevables en l'absence d'une réelle indépendance ou de l'exercice de la souveraineté.

Une fois que nous aurons réussi par la démocratisation l'« auto-pacification » de chaque pays africain, nous pourrons alors avec plus d'énergie et de succès nous attaquer au problème de l'intégration du continent au plan politique, économique, social et culturel. Il faudra pour cela repenser l'OUA. Les résultats économiques positifs engendrés par une gestion transparente et démocratique et par le peuple remis au travail après avoir gagné le combat de la démocratisation permettront de financer et d'entretenir les institutions continentales comme une force pan-africaine d'intervention en faveur de la paix et non de la « recolonisation ». la démocratie consolidée, la paix et le développement diminueront considérablement le nombre de réfugiés politiques et économique ou feront en sorte qu'il n'y en ait plus du tout, les raisons pour se faire « réfugié » ayant totalement disparu. Mais ne brûlons pas les étapes et ne nous laissons pas distraire, le défi majeur que l'Afrique doit affronter en cette fin du 20<sup>e</sup> siècle et au début du troisième millénaire, est celui de la réussite du processus de démocratisation et de consolidation de celle-ci.

La lutte pour la démocratie et la décolonisation totale en Afrique est déjà à l'œuvre et le sera davantage, mais elle s'impose comme exigence existentielle pour les citoyens et les peuples d'Afrique. Les Africains doivent se préparer à affronter sur cette voie l'« impérialisme » et tous ses démons.

L'Occident continue à appliquer avec bonheur le principe « diviser pour régner » afin de maintenir les pays africains sous son joug. Il joue le rôle de souffleur ou même de metteur en scène dans plusieurs conflits en Afrique. Il tire les ficelles et maints conflits n'existeraient pas ou se résoudraient facilement ou rapidement sans lui.

L'action des pays occidentaux et particulièrement de la France durant cette transition atteste que l'Occident n'est pas prêt à laisser l'Afrique assumer son indépendance ou à la voir se démocratiser à sa manière, avec des hommes et des régimes qu'elle veut, mais suivant plutôt des plans avec les cadres et des hommes préparés par lui. Togo, Gabon, Burkina Faso, Algérie, Zaïre..., les exemples sont légion. Le dernier coup d'État monté aux Comores par le très célèbre mercenaire français Bob Denard contre un Président africain démocratiquement élu est en lui-même lourd de sens. Quand on sait que Bob Denard, si populaire à l'est du Zaïre, n'est pas à son premier coup, qu'il a toujours voulu régner en Afrique à la place des Africains et que la France, son pays, a naturellement été à chaque coup plus clément qu'elle ne l'a jamais été à l'égard des « terroristes », il y a lieu de se demander s'il n'agit pas sous couvert des autorités de son pays !

En outre, l'Afrique démocratique et indépendante nuirait aux intérêts de l'Occident et de tous ceux qui vivent de l'exploitation de l'Afrique. Après avoir soutenu les dictateurs les plus sanguinaires favorables à ses intérêts, l'Occident continue de soutenir les régimes autoritaires.

Pour prouver sa bonne foi et soutenir la pacification de l'Afrique, l'Occident devrait se garder d'intervenir dans les affaires internes des États, de leur imposer des régimes et des hommes, mais débarrasser le continent de ses nombreux chiens aujourd'hui enragés, qui sèment la terreur et sont à la base de nombreux conflits.

Il revient avant tout aux Africains eux-mêmes d'accélérer la décolonisation et la démocratisation ainsi que de lutter pour couper le cordon ombilical qui rattache comme un bébé à sa mère l'Afrique à l'Occident.

Dans cette lutte contre la « désintégration » ou la « déliquescence » du continent et le règlement de conflits, la réflexion scientifique a une place prédominante et les débats ont leur importance. Oui à l'ac-



tion en faveur de la démocratisation et de la décolonisation, non à la « recolonisation » que l'on croirait cependant compréhensible lorsque l'on observe l'évolution de la situation en Afrique. N'excommunions ni Mafeje ni Mazrui. Discutons sans nous battre. La tendance de céder à l'afro-pessimisme est bien grande, mais il faut considérer également la durée. Le « tribunal » du CODESRIA a heureusement cette particularité qu'il reçoit des citations directes, règle les débats, procède à la communication des pièces, il peut prendre les « affaires » en délibéré tout en restant favorable aux demandes

de réouvertures des débats, mais il ne condamne ni ne prononce de jugement.

### Références

- Ake, Claude, 1991 « L'Afrique vers la démocratie », *Africa Forum*, Vol 1.
- Fares, Zahir, 1992, *Afrique et démocratie : Espoir et illusions*, Paris l'Harmattan.
- Ghali, Boutros-Boutros, 1993, « Les Nations-Unies et l'Afrique », *Afrique*, 2000, No. 14
- Kâ Mana, 1991, *l'Afrique va-t-elle nourrir ? Bousculer l'Imaginaire Africain*, Paris, Editions du Cerf.

Mafeje, Archie, 1995, « Recolonisation bénigne et esprits malins au service de l'impérialisme », *Bulletin du CODESRIA*, No. 2.

Mazrui, Ali, 1995, « Pour une recolonisation légère des régions de l'Afrique en désintégration », *Bulletin du CODESRIA?* No. 2.

Mazrui, Ali, 1995, « Auto-colonisation et quête de *paix africana* : une répliquer », *Bulletin du CODESRIA*, No.2.

Mbembe, Achille, 1991, « L'Afrique noire va implorer », *le Monde Diplomatique*.

Ndiaye, Tafsir Malick, 1992, « Des transitions démocratiques en Afrique », *Alternative démocratique dans le tiers monde*, No.6

\* *Bulletin du CODESRIA*, numéro 1, 1996 (p. 21-28).